

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2022/30775]

27 JANVIER 2022. — Arrêté 2021/2590 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 2015/1488 du Collège de la Commission communautaire française du 17 décembre 2015 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités générale et budgétaire des Services du Collège de la Commission communautaire française et des Services administratifs à comptabilité autonome de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 24 avril 2014 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle des services administratifs de la Commission communautaire française et des Organismes Administratifs Publics qui en dépendent notamment les articles 2, 18, 33, 60 et 97;

Vu l'arrêté 2015/1488 du Collège de la Commission communautaire française du 17 décembre 2015 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités générale et budgétaire des Services du Collège de la Commission communautaire française et des Services administratifs à comptabilité autonome de la Commission communautaire française

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 9 septembre 2021;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation des personnes handicapées du 9 septembre 2021 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 octobre 2021

Vu l'accord de la Présidente du Collège de la Commission communautaire française chargée du Budget, donné le 28 octobre 2021 ;

Vu l'avis n°70.518/2 du Conseil d'Etat, donné le 12 janvier 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Présidente du Collège de la Commission communautaire française chargée du Budget ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté 2015/1488 du Collège de la Commission communautaire française du 17 décembre 2015 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités générale et budgétaire des Services du Collège de la Commission communautaire française et des Services administratifs à comptabilité autonome de la Commission communautaire française, le 8^o est remplacé par ce qui suit : « 8^o Fonctionnaire dirigeant : Administrateur général des services du Collège de la Commission communautaire française, tel que visé par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 mars 2018 fixant la structure des services du Collège de la Commission communautaire française ».

Art. 2. A l'article 76 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Le § 2 est complété par un *d*) rédigé comme suit : « *d*) code 4 : crédits hors compétences »

2^o Le § 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Par crédits hors compétences, on entend un crédit dont la dépense est réglée par une convention ou un accord de coopération avec une autre entité. »

Art. 3. A l'article 81§ 2 du même arrêté, les *a*) et *b*) sont abrogés.

Art. 4. A l'article 81§ 3 alinéa 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Le *a*) est remplacé par ce qui suit : *a*) « Les dépenses dont le montant ne dépasse pas 8500 euros hors T.V.A. et 30.000 euros hors T.V.A. en cas de situation d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles. »

2^o L'article 81§ 3 alinéa 2 est complété par les *d*), *e*), *f*) rédigés comme suit :

« *d*) les opérations budgétaires relatives à la gestion de la dette. »

« *e*) Rémunérations du personnel statutaire et contractuel, des superviseurs, du personnel d'accompagnement, traitements et indemnités du personnel des cabinets, du personnel du complexe sportif, des enseignants hors haute école, de la haute école, des animateurs, et coordinateur des activités parascolaire, du personnel non enseignant hors haute école et de la haute école, de frais liés aux personnel et au personnel d'accompagnement, de frais de gestion du personnel, remboursement d'indus, provision pour sortie de charge, frais de parcours et d'une manière générale toutes les dépenses en lien avec les rémunérations

« *f*) les dépenses supérieures à 30.000 euros hors T.V.A. non prévues aux points a, b, c, d, e qui ont été soumises à l'ordonnateur primaire ou secondaire selon les délégations arrêtées par le Collège ».

Art. 5. L'article 89 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art.89. Le contrôleur des engagements et des liquidations transmet au membre du Collège chargé du Budget, à la Direction du Budget, de la Comptabilité et de la Trésorerie de la Commission communautaire française et à l'Inspection des Finances, avant le 10 de chaque mois, un relevé mentionnant, le montant des engagements visés à charge des crédits d'engagement depuis le début de l'année. »

Art. 6. Dans l'article 102 § 1^{er} *a*) du même arrêté, les mots « sauf les dépenses dont le montant ne dépasse pas le montant prévu à l'article 105, § 1^{er}, 4^o, de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques. » sont remplacés par les mots « sauf les dépenses dont le montant ne dépasse pas 8500 euros hors T.V.A. ».

Art. 7. A l'article 114 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Le *a*) est remplacé par ce qui suit : « *a*) les dépenses dont le montant ne dépasse pas le montant de 8.500 euros hors T.V.A. et 30.000 hors T.V.A. en cas de situation d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles ».

2° L'article 114 est complété par les *d), e), f)*, rédigés comme suit :

« *d)* Rémunérations du personnel statutaire et contractuel, des superviseurs, du personnel d'accompagnement, traitements et indemnités du personnel des cabinets, du personnel du complexe sportif, des enseignants hors haute école, de la haute école, des animateurs, et coordinateur des activités parascolaire, du personnel non enseignant hors haute école et de la haute école, de frais liés aux personnel et au personnel d'accompagnement, de frais de gestion du personnel, remboursement d'indus, provision pour sortie de charge, frais de parcours et d'une manière générale toutes les dépenses en lien avec les rémunérations

a) la dette

b) les dépenses supérieures à 30.000 euros hors T.V.A. non prévues aux points a, b, c, d, e qui ont été soumises à l'ordonnateur primaire ou secondaire selon les délégations arrêtées par le Collège ».

Art. 8. A l'article 129 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa unique est complété par les mots : « lorsqu'il est possible de pratiquer une imputation directe des dépenses. »

2° l'alinéa unique, est complété par la phrase suivante : « L'imputation indirecte est facultative ».

Art. 9. L'article 130 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 130. § 1^{er}. La comptabilité analytique comprend cinq axes de base et des sous-axes complémentaires possibles selon les besoins de l'unité comptable :

1° l'axe centre de coûts ;

2° l'axe projet ;

3° l'axe activité.

4° l'axe financement

5° l'axe ressources

L'axe centre de coût est établi sur la base d'une structure analytique qui découpe l'unité comptable en unités administratives, basé sur les services, selon la structure hiérarchique de celles-ci. Cet axe est obligatoire pour les Services du Collège et facultatif pour les autres entités comptables.

L'axe centre de coût basé sur le service peut être décliné en sous-axe appelées secteur sur proposition des services fonctionnels et validation par le service comptable. Les secteurs peuvent se voir attribuer une enveloppe budgétaire.

L'axe projet est établi sur la base d'une structure analytique qui découpe l'unité comptable en projets afin de permettre le suivi de projets spécifiques. Cet axe est facultatif.

L'axe activité est établi sur la base d'une structure analytique qui découpe l'unité comptable en activités distinctes. Cet axe est facultatif.

L'axe financement peut compléter l'axe projet pour distinguer la source de financement d'une dépense sachant qu'un même projet peut être financé en partie en fonds propres et en partie par un subside. Cet axe est facultatif

L'axe ressources peut-être nécessaire pour gérer une ressource indépendamment des autres axes. Une ressource peut être un bâtiment, un équipement ou groupe d'équipements, un véhicule ou une flotte de véhicules. Cet axe est facultatif

§ 2. Le service en charge de la comptabilité fixe, pour les services du Collège, et après avis du conseil de direction, les méthodes de répartition selon lesquelles les éléments indirects de détermination des résultats analytiques sont à reverser aux centres de coût et aux secteurs qui en dépendent. »

Art. 10. Dans l'article 140 du même arrêté, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« En ce qui concerne les biens meubles, le Fonctionnaire dirigeant autorise la désaffectation.

En ce qui concerne les biens immeubles, les terrains, les bâtiments administratifs et techniques ayant été utilisés par la Commission communautaire française, le Collège décide de la désaffectation des biens immeubles dont elle n'a plus l'usage. »

Art. 11. Dans l'article 141 § 1^{er} du même arrêté les mots « l'autorité responsable des services d'administration générale » sont remplacés par les mots « le fonctionnaire dirigeant »

Art. 12. Dans l'article 142 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) Le § 3, 4° est complété les mots « ou par défaut, tout expert indépendant mandaté à cet effet. »

b) Le § 4 est complété par les phrases suivantes : « L'aliénation à titre onéreux des biens meubles est autorisée par le Fonctionnaire dirigeant. L'aliénation à titre onéreux des biens immeubles, des terrains, des bâtiments administratifs et techniques est autorisée par le Collège. »

Art. 13. Dans l'article 143 du même arrêté, les mots « service responsable de l'administration générale » sont remplacés par les mots « le fonctionnaire dirigeant ».

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2022 à l'exception des articles 8 et 9 qui entrent en vigueur à la date fixée par le membre chargé du budget.

Art. 15. Le Membre du Collège chargé du budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

B. TRACHTE,
Présidente du Collège chargée du budget

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2022/30775]

27 JANUARI 2022. — Besluit 2021/2590 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2015/1488 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 december 2015 houdende de verschillende maatregelen ter uitvoering van de begroting en de algemene en begrotingsboekhouding van de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en van de administratieve diensten met autonome boekhouding van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 2014 houdende bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle van de administratieve diensten van de Franse Gemeenschapscommissie en de administratieve openbare instellingen die daarvan afhangen, met name de artikelen 2, 18, 33, 60 en 97;

Gelet op het besluit 2015/1488 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 december 2015 houdende de verschillende maatregelen ter uitvoering van de begroting en de algemene en begrotingsboekhouding van de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en van de administratieve diensten met autonome boekhouding van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen, van 9 september 2021;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap, van 9 september 2021;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 oktober 2021;

Gelet op het akkoord van de voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie bevoegd voor Begroting, gegeven op 28 oktober 2021;

Gelet op advies nr. 70.518/2 van de Raad van State, gegeven op 12 januari 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, tweede lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van de voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie bevoegd voor Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het besluit 2015/1488 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 december 2015 houdende de verschillende maatregelen ter uitvoering van de begroting en de algemene en begrotingsboekhouding van de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en van de administratieve diensten met autonome boekhouding van de Franse Gemeenschapscommissie, wordt punt 8° vervangen door wat volgt: "8° Leidend ambtenaar: administrateur-generaal van de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie zoals bedoeld in het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 maart 2018 tot vaststelling van de structuur van de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie."

Art. 2. In artikel 76 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° § 2 wordt aangevuld met een punt *d*), opgesteld als volgt: "d) code 4: kredieten buiten het bevoegdheidsdomein.";

2° § 3 wordt aangevuld met een lid, opgesteld als volgt: "Onder 'kredieten buiten het bevoegdheidsdomein' wordt verstaan: een krediet waarvan de uitgave wordt geregeld in een overeenkomst of samenwerkingsakkoord met een andere entiteit."

Art. 3. In artikel 81, § 2, van hetzelfde besluit worden de punten *a*) en *b*) opgeheven.

Art. 4. In artikel 81, § 3, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Punt *a*) wordt vervangen door wat volgt: "a) de uitgaven waarvan het bedrag niet hoger ligt dan 8.500 euro excl. btw en 30.000 euro excl. btw in geval van een dwingende noodsituatie die voortvloeit uit onvoorziene gebeurtenissen;"

2° Artikel 81, § 3, tweede lid, wordt aangevuld met de punten *d*), *e*), *f*), opgesteld als volgt:

d) de begrotingsverrichtingen met betrekking tot het schuldbeheer;

e) de bezoldiging van statutair en contractueel personeel, toezichhoudend personeel, begeleidingspersoneel, wedden en vergoedingen van kabinetspersoneel, personeel van het sportcomplex, onderwijzend personeel buiten de hogeschool, onderwijzend personeel van de hogeschool, animatoren, en coördinator van buitenschoolse activiteiten, niet-onderwijzend personeel buiten de hogeschool en niet-onderwijzend personeel van de hogeschool, kosten verbonden aan het personeel en het begeleidingspersoneel, beheerskosten van het personeel, terugbetaling van onverschuldigde bedragen, voorziening voor beëindiging van opdrachten, reiskosten en, in het algemeen, alle uitgaven in verband met de bezoldiging;

f) de uitgaven van meer dan 30.000 euro excl. btw die niet worden bedoeld in de punten *a*), *b*), *c*), *d*), *e*), en die zijn voorgelegd aan de primaire of secundaire ordonnateur overeenkomstig de door het College vastgestelde machtigingen."

Art. 5. Artikel 89 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 89. De controleur van de vastleggingen en de vereffeningen bezorgt het lid van het College bevoegd voor Begroting, de directie Begroting, Boekhouding en Financiën van de Franse Gemeenschapscommissie en de Inspectie van Financiën, vóór de tiende van elke maand, een overzicht dat melding maakt van het bedrag van de vastleggingen die sinds het begin van het jaar ten laste van de vastleggingskredieten zijn goedgekeurd.”.

Art. 6. In artikel 102, § 1, a), van hetzelfde besluit worden de woorden “met uitzondering van de uitgaven waarvan het bedrag niet hoger ligt dan het bedrag bepaald in artikel 105, § 1, 4°, van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten binnen de klassieke sectoren” vervangen door de woorden “met uitzondering van de uitgaven waarvan het bedrag niet hoger ligt dan 8.500 euro excl. btw”.

Art. 7. In artikel 114 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Punt a) wordt vervangen door wat volgt: “a) de uitgaven waarvan het bedrag niet hoger ligt dan 8.500 euro excl. btw en 30.000 euro excl. btw in geval van een dwingende noodsituatie die voortvloeit uit onvoorzienbare gebeurtenissen;”;

2° Artikel 114 wordt aangevuld met de punten d), e), f), opgesteld als volgt:

“d) de bezoldiging van statutair en contractueel personeel, toezichhoudend personeel, begeleidingspersoneel, wedden en vergoedingen van kabinetpersoneel, personeel van het sportcomplex, onderwijzend personeel buiten de hogeschool, onderwijzend personeel van de hogeschool, animatoren, en coördinator van buitenschoolse activiteiten, niet-onderwijzend personeel buiten de hogeschool en niet-onderwijzend personeel van de hogeschool, kosten verbonden aan het personeel en het begeleidingspersoneel, beheerskosten van het personeel, terugbetaling van onverschuldigde bedragen, voorziening voor beëindiging van opdrachten, reiskosten en, in het algemeen, alle uitgaven in verband met de bezoldiging;

e) de schuld;

f) de uitgaven van meer dan 30.000 euro excl. btw die niet worden bedoeld in de punten a), b), c), d), e), en die zijn voorgelegd aan de primaire of secundaire ordonnateur overeenkomstig de door het College vastgestelde machtigingen.”

Art. 8. In artikel 129 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het enige lid wordt aangevuld met de woorden: “wanneer het mogelijk is de uitgaven rechtstreeks te boeken”;

2° het enige lid wordt aangevuld met de volgende zin: “De onrechtstreekse boeking is facultatief.”.

Art. 9. Artikel 130 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 130. § 1. De analytische boekhouding omvat vijf basisassen en eventuele bijkomende subassen, afhankelijk van de behoeften van de boekhoudkundige eenheid:

1° de kostenplaatsas;

2° de projectas;

3° de activiteitsas;

4° de financieringsas;

5° de middelenas.

De kostenplaatsas wordt opgesteld op basis van een analytische structuur die de boekhoudkundige eenheid opdeelt in administratieve eenheden, op basis van de diensten, volgens hun hiërarchische structuur. Deze as is verplicht voor de Diensten van het College en facultatief voor de andere boekhoudkundige entiteiten.

De kostenplaatsas op basis van de dienst kan worden opgedeeld in subassen, sectoren genoemd, op voorstel van de functionele diensten en validering door de boekhoudkundige dienst. Aan de sectoren kan een budget worden toegewezen.

De projectas wordt opgesteld op basis van een analytische structuur die de boekhoudkundige eenheid opdeelt in projecten om de opvolging van specifieke projecten mogelijk te maken. Deze as is facultatief.

De activiteitsas wordt opgesteld op basis van een analytische structuur die de boekhoudkundige eenheid opdeelt in verschillende activiteiten. Deze as is facultatief.

De financieringsas kan de projectas aanvullen om de financieringsbron van een uitgave te onderscheiden, rekening houdend met het feit dat eenzelfde project gedeeltelijk met eigen middelen en gedeeltelijk met een subsidie kan worden gefinancierd. Deze as is facultatief.

De middelenas kan noodzakelijk zijn om een middel te beheren onafhankelijk van de andere assen. Een middel kan een gebouw, een uitrusting of een groep uitrustingen, een voertuig of een wagenpark zijn. Deze as is facultatief.

§ 2. De dienst belast met de boekhouding bepaalt, voor de diensten van het College, en na advies van de directieraad, de verdelingsmethoden volgens welke de indirecte elementen voor het bepalen van de analytische resultaten worden overgedragen aan de kostenplaatsen en de sectoren die ervan afhankelijk zijn.”.

Art. 10. In artikel 140 van hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen door wat volgt:

“Wat de roerende goederen betreft, geeft de leidend ambtenaar toestemming voor het buiten gebruik stellen.

Wat de onroerende goederen betreft, de gronden, de administratieve en technische gebouwen die door de Franse Gemeenschapscommissie werden gebruikt, beslist het College over het buiten gebruik stellen van de onroerende goederen die de commissie niet meer gebruikt.”.

Art. 11. In artikel 141, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden “Overheid, verantwoordelijk voor de algemene administratieve diensten van de Franse Gemeenschapscommissie,” vervangen door de woorden “leidend ambtenaar”.

Art. 12. In artikel 142 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) § 3, 4°, wordt aangevuld met de woorden “of bij ontstentenis elke onafhankelijke deskundige die hiertoe opdracht heeft gekregen”;

b) § 4 wordt aangevuld met de volgende zinnen: “De vervreemding onder bezwarende titel van roerende goederen wordt toegestaan door de leidend ambtenaar. De vervreemding onder bezwarende titel van onroerende goederen, gronden, administratieve en technische gebouwen wordt toegestaan door het College.”.

Art. 13. In artikel 143 van hetzelfde besluit worden de woorden “voor de algemene administratie van de Franse Gemeenschapscommissie bevoegde dienst” vervangen door de woorden “leidend ambtenaar”.

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking met ingang op 1 januari 2022, met uitzondering van de artikelen 8 en 9, die in werking treden op de datum die wordt vastgesteld door het lid bevoegd voor Begroting.

Art. 15. Het collegelid bevoegd voor Begroting wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

B. TRACHTE,

Voorzitter van het College bevoegd voor Begroting

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2022/20736]

31 MARS 2022. — Arrêté 2022/66 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l’arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 mars 2018 fixant la structure des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelle, l’article 87 § 3, modifié par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 6 janvier 2014 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l’article 79, § 1^{er} ;

Vu l’arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 mars 2018 fixant la structure des services du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l’avis du Comité supérieur de concertation donné le 21 mars 2022 ;

Considérant qu’un audit fonctionnel et organisationnel a été réalisé en 2020 par la société BDO pour vérifier l’adéquation de l’organisation du secteur technique du service de gestion et d’entretien des sites au sein de la Direction d’administration de l’enseignement et de la formation professionnelle ;

Considérant que, pour suivre une des recommandations de l’audit et tenant compte des évolutions actuelles et à prévoir dans la maintenance des bâtiments, pour garantir leur bon fonctionnement et la sécurité des utilisateurs, il s’avère nécessaire de procéder à une restructuration interne ;

Qu’il convient donc de fusionner le secteur technique et le service du patrimoine, de l’infrastructure et de la gestion des bâtiments, dépendant de la direction d’administration des affaires budgétaires et patrimoniales ;

Considérant que ces deux services étaient restés séparés lorsque la Commission communautaire française avait hérité des compétences de la Province de Brabant en 1995 et qu’il apparaît aujourd’hui que leur rassemblement dans une seule et même entité facilitera les processus internes et permettra une gestion améliorée des ressources en interne ;

Considérant que cette restructuration interne permettra également une meilleure coordination des interventions, un suivi plus rapproché des chantiers et la prise en charge de l’ensemble du cycle de vie de chaque bâtiment ;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la fonction publique et du Membre du Collège chargé de l’enseignement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l’article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution.

Art. 2. Dans l’article 5, alinéa 2, point 2, deuxième tiret de l’arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 mars 2018 fixant la structure des services du Collège de la Commission communautaire française, les mots « (hors les bâtiments scolaires) » sont abrogés.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Membre du Collège ayant la fonction publique dans ses attributions et le Membre du Collège ayant l’enseignement dans ses attributions sont chargés de l’exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 31 mars 2022.

Par le Collège :

B. TRACHTE,

Présidente du Collège chargée de la promotion de la santé, des familles, du budget et de la fonction publique

R. VERVOORT,

Membre du Collège chargé de de la politique de l’enseignement, des crèches, de la culture, des personnes handicapées, du tourisme et du transport scolaire

B. CLERFAYT,

Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et des relations internationales

A. MARON,

Membre du Collège chargé de l’action sociale et de la santé

N. BEN HAMOU,

Membre du Collège chargée de la cohésion sociale et des infrastructures sportives